

tre un grand nombre d'emplois dans les métiers et professions actuels, sans compter la naissance de multiples occupations nouvelles dont certaines paraissent certainement étranges de prime abord. Qui avait entendu parler de programmeurs et d'analystes de systèmes en 1946? A vrai dire un grand nombre de gens, à cette époque, ignoraient même quelle était la nature des fonctions d'un économiste. C'était une époque à la fois plus simple et plus sereine.

Mon optimisme dans ce domaine est inspiré en partie par l'expérience récente de pays industriels, et en partie par le fait que nous savons que nous disposons des moyens—surtout dans le champ des politiques fiscale et monétaire—de façonner des politiques permettant de maintenir un haut niveau d'emploi en regard de la croissance rapide du marché de la main-d'œuvre. Nous savons comment faire fonctionner une économie qui sait créer de nouveaux emplois plus rapidement qu'elle ne fait disparaître les anciens.

Il ne faudrait pas imaginer, cependant, qu'il n'existe plus de problèmes graves à cet égard. Il serait assez facile de maintenir un haut niveau d'emploi si c'était là notre seul objectif économique. Mais il s'en trouve d'autres et, ainsi que l'a répété maintes fois le Conseil économique, le secret est d'atteindre tous les objectifs majeurs simultanément.

Dans notre troisième revue annuelle, nous nous sommes attachés, par exemple, à faire ressortir le difficile problème que pose le maintien d'un haut niveau d'emploi et d'une stabilité raisonnable des prix. Ce problème n'a cessé de se poser au Canada. Notre expérience depuis deux ou trois ans ne nous en a rendus que plus conscients.

Diverses solutions ont été tentées. Rappelons-nous, toutefois, que dans cette conjoncture il n'existe pas de panacée. Nous devons persister dans nos efforts et inventer des solutions nouvelles. Conscient lui aussi du fait qu'il n'existe pas de panacée, le Conseil économique, dans sa troisième revue annuelle, a quand même tenu à proposer certaines mesures et à formuler certaines recommandations en vue de trancher ce dilemme—en d'autres termes, de résoudre ce conflit d'objectifs. Je suis heureux de pouvoir affirmer que certaines de ces suggestions semblent avoir eu une certaine influence sur le déroulement des événements qui ont suivi, mais certaines autres n'ont pas encore eu de suite. Nous persistons à espérer qu'elles seront éventuellement adoptées et que la logique et la pertinence qui les caractérisent finiront par se faire jour.

Voici le problème: il s'agit moins de réaliser un haut niveau d'emploi que de réconci-

lier un haut niveau d'emploi avec d'autres objectifs économiques.

Il n'y a pas à cacher non plus qu'une économie qui détruit des emplois à une cadence accélérée, même si elle en fait naître d'autres encore plus rapidement, suscite des problèmes d'adaptation et de mutation, surtout en ce qui touche les effectifs humains. Il importe donc d'avoir une main-d'œuvre et des politiques qui permettent à cette mutation de s'opérer sans heurt et avec le moins de malaise et de souffrance possible. A ce chapitre, notre politique de main-d'œuvre revêt une importance capitale.

C'est là par bonheur l'un des domaines—et, hélas! ils ne sont pas tellement nombreux—où certaines politiques contribuent à la réalisation du même coup de plus d'un objectif économique et à la solution de plus d'un seul problème. Les politiques régissant la main-d'œuvre ont une incidence marquée sur la solution de l'énigme que présente le maintien d'un haut niveau d'emploi et d'une stabilité raisonnable des prix; en même temps elles sont susceptibles de contribuer à réduire la pauvreté.

J'ai fait allusion plus tôt au nœud du problème d'instituer un régime de mesures pour combattre la pauvreté—le rouage essentiel que constituent les «grands leviers» de l'économie, soit les politiques qui doivent assurer un niveau d'emploi suffisamment élevé en même temps qu'un fort taux de croissance économique. Pour les fins de la discussion, je prends pour acquis que ces problèmes ont été résolus. Je vous demande ensuite d'imaginer une économie canadienne qui remplisse les conditions fondamentales d'un haut niveau d'emploi et d'une rapide croissance économique; et de songer aux politiques complémentaires qu'exige la lutte contre la pauvreté.

Il est vrai qu'une économie en croissance rapide, une économie offrant un niveau élevé d'emploi, finira avec le temps par arracher les gens à la pauvreté et à leur apporter le niveau de vie que connaît la majeure partie de la société. Ce phénomène ne manquera pas de se produire, mais il ne se produira pas assez rapidement pour satisfaire aux aspirations de changement social et économique qui se manifestent aujourd'hui. C'est pourquoi il faut mettre en place des politiques complémentaires. Ces mesures sont aussi appelées à servir ceux qui ne sont pas en mesure de participer directement à la production.

Nous avons pensé qu'il serait peut-être utile pour les fins de notre discussion, ce matin, ainsi que pour l'étude des problèmes que le Comité a abordée, de tenter d'établir un schème de classification de ces politiques